



SAVARIA CORPORATION

Rapport de gestion

pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 décembre 2016

Contenu

- 1. Portée du rapport de gestion**
- 2. Énoncés de nature prospective et mise en garde**
- 3. Conformité avec les Normes internationales d'information financière**
- 4. Survol des activités**
- 5. Contexte commercial**
- 6. Vision, mission et stratégie**
- 7. Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice 2016**
- 8. Sommaire des trois derniers exercices**
- 9. Résumé des résultats trimestriels**
- 10. Résultats d'exploitation**
- 11. Situation financière**
- 12. Situation de trésorerie**
- 13. Principales estimations comptables**
- 14. Nouvelles conventions comptables**
- 15. Contrôles internes à l'égard de l'information financière**
- 16. Engagements**
- 17. Arrangements hors bilan**
- 18. Opérations entre parties liées**
- 19. Instruments financiers**
- 20. Risques et incertitudes**
- 21. Perspectives**

1. Portée du rapport de gestion

Ce rapport de gestion vise à aider le lecteur à mieux comprendre les activités de Savaria Corporation, son contexte d'affaires, ses stratégies, ses facteurs de risques et les éléments clés de ses résultats financiers. Il traite, notamment, de la situation financière et des résultats d'exploitation de la société pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 décembre 2016 en les comparant aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice 2015. Il présente également une comparaison de ses états de la situation financière aux 31 décembre 2016 et 2015. À moins d'indications contraires, les termes « société », « Savaria », « nous », « nos » et « notre » font référence à Savaria Corporation et ses filiales.

Préparé conformément au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, ce rapport doit être lu de concert avec les états financiers consolidés audités et les notes afférentes pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars, à l'exception des montants par action.

Les états financiers, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et le rapport de gestion ont été revus par le comité d'audit de Savaria et approuvés par son conseil d'administration.

Ce rapport de gestion a été préparé en date du 6 mars 2017. Des renseignements supplémentaires, incluant la notice annuelle d'information, seront disponibles sur le site internet de SEDAR à www.sedar.com.

2. Énoncés de nature prospective et mise en garde

Certains énoncés formulés dans ce rapport de gestion peuvent être de nature prospective. Les énoncés prospectifs sont associés à des risques connus et inconnus, à des incertitudes ainsi qu'à d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats, les rendements et les réalisations réels de la société diffèrent substantiellement des résultats, rendements ou réalisations futurs exprimés ou supposés par ces énoncés prospectifs. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une confiance exagérée à ces énoncés de nature prévisionnelle.

3. Conformité avec les Normes internationales d'information financière

Les états financiers de la société ont été préparés conformément aux IFRS. Toutefois, la société utilise à des fins d'analyse des mesures non conformes aux IFRS telles que: le BAIIA, le BAIIA par action, le fonds de roulement, le ratio de fonds de roulement, la valeur comptable par action, la trésorerie par action et le coefficient d'endettement total net sur le capital investi afin de mesurer sa performance financière. Le BAIIA désigne le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») tandis que le BAIIA par action représente le BAIIA divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires diluées en circulation. Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel que défini précédemment avant les coûts d'acquisition d'entreprises tandis que le BAIIA ajusté par action représente le BAIIA ajusté divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires diluées en circulation. La société a recours au BAIIA ajusté car elle croit qu'il constitue une mesure significative de sa performance opérationnelle excluant l'incidence des coûts d'acquisition. Un rapprochement entre le résultat net et le BAIIA et le BAIIA ajusté est montré à la section 9, *Résumé des résultats trimestriels*. Le fonds de roulement est le résultat de l'actif courant moins le passif courant tandis que le ratio de fonds de roulement désigne la division de l'actif courant sur

le passif courant. La valeur comptable par action correspond au résultat des capitaux propres divisés par le nombre d'actions en circulation en fin de période et la trésorerie par action correspond au résultat de la trésorerie divisée par le nombre d'actions en circulation en fin de période.

Le coefficient d'endettement total net sur le capital investi est le résultat du total de la dette à long terme moins le net de la trésorerie et des emprunts bancaires (« numérateur ») divisé par le total des capitaux propres plus le numérateur.

Bien que la direction, les investisseurs et les analystes utilisent ces mesures afin d'évaluer la performance de la société en matière de finances et d'exploitation, elles n'ont aucune définition normalisée selon les IFRS et ne remplacent pas les renseignements financiers préparés selon les IFRS. En conséquence, ces mesures pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres entreprises.

4. Survol des activités

Savaria Corporation est un des chefs de file nord-américains de l'industrie de l'accessibilité. Elle offre des solutions aux personnes à mobilité réduite afin de les aider à regagner leur mobilité et leur liberté. La diversité de sa gamme de produits, l'une des plus vastes sur le marché, inclut des sièges d'escaliers, des plates-formes élévatoires, des lève-patient, des ascenseurs résidentiels et commerciaux et la conversion et l'adaptation de véhicules. La société, dont le siège social et une usine de conversion de véhicules sont situés à Laval (Québec) dans un immeuble de 57 000 pieds carrés, compte également une usine de 125 000 pieds carrés à Brampton (Ontario) et de 75 000 pieds carrés à Huizhou (Chine), ainsi que 11 bureaux de vente et magasins de vente au détail à travers le Canada.

Secteurs opérationnels de la société

La société gère ses activités en fonction de deux secteurs opérationnels, le principal étant celui de l'*Accessibilité*. Ces secteurs sont structurés en fonction des segments de marché qu'ils desservent.

- **Secteur Accessibilité (87 % des revenus en 2015 et 80 % en 2016)**

Par son secteur *Accessibilité*, elle conçoit, fabrique, distribue et installe des équipements d'accessibilité, tels que des sièges pour escaliers droits et courbes, des plates-formes élévatoires verticales et inclinées, des ascenseurs résidentiels et commerciaux, et depuis le quatrième trimestre de l'année 2016, des lève-patient. Les produits sont manufacturés, assemblés et personnalisés à l'usine de Brampton, Ontario, et sont offerts par le biais d'un réseau comptant quelque 300 détaillants, lesquels sont principalement situés en Amérique du Nord. L'usine de Huizhou en Chine est le principal fournisseur de pièces et composantes de l'usine de Brampton; elle effectue aussi des assemblages ainsi que des produits finis principalement pour le compte de la société et pour la vente de produits sur les marchés asiatique et européen. La collaboration de cette filiale chinoise procure un avantage concurrentiel à Savaria. Via sa division Silver Cross, elle exploite un réseau de franchisés et de magasins corporatifs où est vendu de l'équipement d'accessibilité neuf et recyclé, et un programme d'identification de prospects par lequel sont distribués les noms de clients potentiels à près de 100 affiliés en Amérique du Nord.

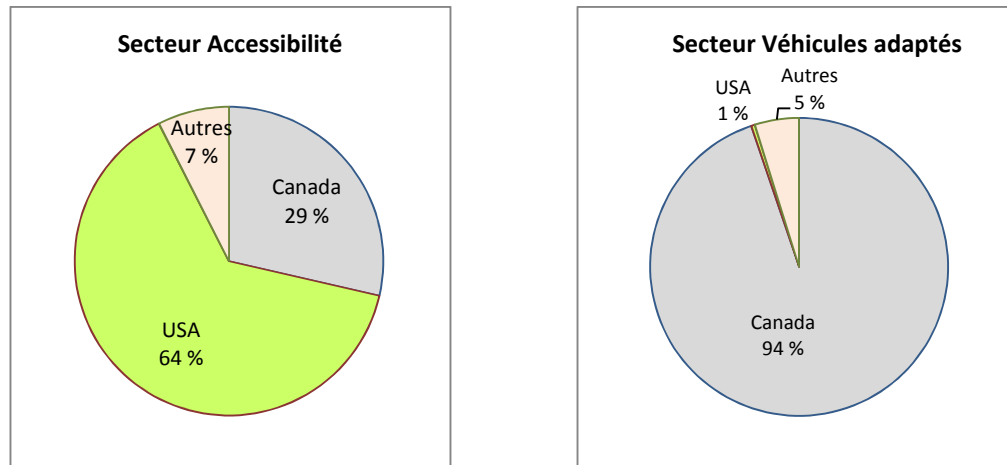
- **Secteur Véhicules adaptés (13 % des revenus en 2015 et 20 % en 2016)**

Par son secteur *Véhicules adaptés*, elle effectue la conversion et l'adaptation de fourgonnettes afin de faciliter le transport des personnes à mobilité réduite via ses filiales Van-Action (Laval, Québec) et Freedom Motors (Brampton, Ontario). Sa nouvelle filiale, Silver Cross Automotive, par laquelle ont été acquis en mai 2016 les actifs de la division automobile de *Shoppers Home Health Care* (« SHHC ») (une division de Shoppers Drug

Mart) effectue la distribution de véhicules convertis dans les marchés de vente au détail de l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique. La gamme de produits comporte des modèles avec entrée arrière, latérale ou double. Par le biais d'une rampe et d'un plancher abaissé, les fourgonnettes deviennent accessibles en fauteuils roulants. Elles peuvent être utilisées pour fins personnelles ou commerciales.

Revenus par secteur par région

Pour l'exercice 2016, les revenus totaux de Savaria émanent des États-Unis (51 %), du Canada (42 %) et, dans une moindre mesure, de l'extérieur de l'Amérique du Nord (7 %). La proportion des revenus par région selon les secteurs s'établit comme suit :



Les revenus annuels pour l'exercice 2016 sont de l'ordre de 96,2 millions (« M ») \$ pour le secteur *Accessibilité* et 23,5 M \$ pour le secteur *Véhicules adaptés* pour un revenu total de 119,7 M \$. Les analyses de ce rapport couvrent les deux secteurs d'activité sauf si expressément mentionné.

La société emploie quelque 500 personnes et ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole SIS.

Opérations sur devises étrangères

La société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus, des charges et des éléments d'actif et de passif de ses établissements à l'étranger, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars US. Les transactions libellées en devises étrangères sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle en vigueur à la date des transactions, en excluant l'incidence des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de la période.

Les taux de change utilisés pour convertir les éléments d'actif et de passif en dollars canadiens s'établissaient comme suit aux dates indiquées :

	31 décembre	
	2016	2015
\$ US (équivalent canadien de 1 dollar US)	1,3427	1,3840

Les taux de change utilisés pour convertir les revenus et les charges en dollars canadiens se sont établis comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre (non audités)		Exercices clos les 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
\$ US (Équivalent canadien de 1 dollar US)	1,3344	1,3352	1,3245	1,2785

La société a recours à des contrats de change à terme pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des taux de change, de sorte que les variations des taux présentées ci-dessus peuvent ne pas être représentatives de l'incidence réelle des taux de change sur les résultats financiers (se référer à la rubrique *Couverture de change* de la section 10).

5. Contexte commercial

Un marché en croissance dû au vieillissement de la population

Les équipements destinés au marché de l'accessibilité sont vendus, d'une part, aux utilisateurs de fauteuil roulant, et d'autre part, aux personnes âgées éprouvant des problèmes de mobilité. Pour ces gens, les escaliers et les entrées surélevées sont d'importants obstacles. Par conséquent, plus la population vieillit, plus les personnes ayant recours aux produits d'accessibilité sont nombreuses.

Selon un recensement canadien de 2011, 5 millions de personnes – représentant 14,4 % de la population du Canada – étaient âgées de 65 ans et plus, alors qu'ils étaient 3,9 millions ou 12,6 % une décennie plus tôt. Ces chiffres devraient continuer à augmenter, puisqu'il est prévu qu'il y aura 8,4 millions de personnes – soit 20,8 % de la population du Canada – qui seront âgées de 65 ans et plus en 2026. La tendance observée aux États-Unis est similaire, bien que moins prononcée. Un recensement américain de 2011 a indiqué que 40 millions de personnes – représentant 12,8 % de la population des États-Unis – étaient âgées de 65 ans et plus, comparativement à 34 millions ou 12 %, une décennie plus tôt. Les prévisions pour 2025 indiquent que 65 millions de personnes – représentant 18,7 % de la population des États-Unis – devraient être âgées de 65 ans et plus.

Par conséquent, le nombre de personnes nécessitant des équipements d'accessibilité augmentera, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la population âgée est en croissance et l'espérance de vie des gens augmente. Selon une étude de l'*Organisation de Coopération et de Développement Économique* (« OCDE ») intitulée *Panorama de la santé 2013*, quelque vingt-quatre pays ont maintenant une espérance de vie moyenne de 80 ans et plus. Deuxièmement, les personnes âgées sont de plus en plus aisées et auront donc de plus en plus les moyens d'adapter leur propre résidence pour pouvoir y demeurer. Toujours selon ces recensements de 2011, 92 % des Canadiens et 96 % des Américains âgés de 65 ans et plus vivaient dans des résidences ou des logements privés, les autres vivants dans des logements collectifs. Enfin, la structure familiale et les soins pour les gens âgés changent, et exigent de plus en plus l'installation d'équipement d'accessibilité directement dans les résidences de ces personnes, ainsi que dans les bâtiments publics.

Par ailleurs, Statistique Canada indique que 7,2 % des Canadiens de tous âges souffrent actuellement de problèmes de mobilité. De même, 6,9 % des Américains souffrent également d'un problème de mobilité. En lien

avec le vieillissement de la population, les prévisions indiquent que le nombre de personnes avec un problème de mobilité augmentera dans les années à venir.

Ces changements fondamentaux auront indéniablement d'importantes conséquences sur la demande de produits d'accessibilité. De surcroît, en raison du vieillissement de la population et des coûts élevés de maintien en institution des personnes à mobilité restreinte, divers organismes publics et privés, tant aux États-Unis qu'au Canada, pourraient rembourser le coût de ces équipements, à l'instar de certains pays européens.

En plus des facteurs démographiques, la demande des produits d'accessibilité est aussi influencée par la conjoncture économique et le marché de la construction résidentielle et institutionnelle.

Étant donné que la majorité des produits de la société sont fabriqués sur mesure, la fabrication et les importations à grande échelle ne représentent guère une menace sérieuse. Bien que les produits concurrentiels soient de bonne qualité et offerts à prix compétitif, Savaria se distingue par sa flexibilité opérationnelle, par la fiabilité et la sécurité de ses produits et par la qualité de son service après-vente.

Le marché du détail, quant à lui, est très fragmenté. On dénombre en Amérique du Nord plus d'un millier de revendeurs de produits dans le domaine de l'accessibilité.

6. Vision, mission et stratégie

Notre vision

Demeurer un des chefs de file du marché nord-américain de l'industrie de l'accessibilité. Distribuer la gamme de produits la plus complète afin de favoriser la mobilité des gens, se distinguant par les produits les plus fiables et les plus sécuritaires qui soient. Développer et maintenir une culture client tout en respectant les désirs et les besoins premiers de nos clients, des utilisateurs de produits ainsi que de nos employés. Prendre de l'expansion à travers le monde de façon stratégique afin d'accroître nos revenus et d'optimiser notre pouvoir d'achat.

Notre mission

Concevoir, fabriquer et distribuer des produits d'accessibilité, des ascenseurs et des véhicules adaptés pour fauteuils roulants de qualité supérieure, personnalisés selon les besoins des clients, afin d'améliorer leur bien-être et leur mobilité. Prioriser le client et privilégier le travail d'équipe et le respect mutuel à travers notre culture d'entreprise.

Notre stratégie

Afin de conserver et renforcer sa position parmi les chefs de file du marché nord-américain de l'industrie de l'accessibilité, Savaria met en œuvre différentes initiatives :

- Elle développe et met régulièrement en marché de nouveaux produits afin d'offrir à ses quelque 400 détaillants et affiliés actifs, ainsi qu'à ses centres canadiens de vente directe, la gamme de produits la plus complète de l'industrie.

Réalisations :

- Conception d'un nouveau lève-patient, le Monarch, qui a été développé à son centre de recherche et développement situé à Magog (Québec). Ce produit a été dévoilé en septembre 2016 au salon annuel du « National Association of Elevator Contractors (NAEC) » à Montréal. Il est initialement commercialisé auprès du marché résidentiel.

- Conception d'une nouvelle conversion de véhicule basé sur le châssis du Ram ProMaster permettant de transporter 7 passagers, dont trois en fauteuil roulant; ce produit, qui se démarque de nos conversions existantes en raison de sa plus grande capacité de passagers, est en phase d'introduction dans ce nouveau marché.
 - Conception d'un nouveau siège pour escaliers droits, le K2, qui répond à des besoins différents par rapport à notre modèle existant SL-1000; le K2 a été mis en marché au cours du 3^e trimestre de 2015.
- Savaria demeure à l'affût des occasions d'affaires dans le marché de l'accessibilité, telles des acquisitions stratégiques, qui lui donneraient l'opportunité soit d'étendre sa gamme de produits, d'acquérir de nouvelles marques de commerce ou d'accroître la vente de ses produits existants.

Réalisation :

- Acquisition des actifs de la division véhicules de SHHC. Cette transaction a ouvert les portes à de nouveaux marchés dans l'industrie de la conversion de véhicules.
- Savaria se tient à la fine pointe de la technologie afin de demeurer concurrentielle et s'assure de mettre à la disposition de ses clients des outils innovateurs, permettant à la fois d'optimiser ses processus d'affaires et de simplifier le travail de ses détaillants.
- En dernier lieu, Savaria cherche constamment à optimiser sa structure de coûts afin d'augmenter sa rentabilité et sa capacité de production.

Réalisation :

- Acquisition d'un immeuble de 57 000 pieds carrés à Laval, Québec, afin de rassembler les activités du siège social, des ventes directes de la région de Montréal et de la conversion de véhicules. Ce nouvel emplacement permet de hausser de 50 % la capacité de conversion de fourgonnettes à entrée latérale et du nouveau modèle de conversion basé sur le châssis du Ram ProMaster.

La société est exposée à divers risques commerciaux qui pourraient avoir un impact sur sa capacité à maintenir sa part de marché et sa rentabilité actuelles, de même qu'à atteindre ses objectifs stratégiques à court et long terme. Ces risques sont décrits à la section 20 « *Risques et incertitudes* ».

7. Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice 2016

Les résultats de l'exercice 2016, autant au niveau des Revenus, que du Résultat opérationnel et du BAIIA ajusté, ont atteint des niveaux sans précédent.

Revenus en hausse de 16,5 % pour le quatrième trimestre et de 25,7 % pour l'exercice 2016

Les revenus du 4^e trimestre de 2016 sont en hausse de 4,4 M \$ pour un montant total de 31 M \$ comparativement à des revenus de 26,6 M \$ pour le 4^e trimestre de 2015. Pour l'exercice 2016, les revenus sont en hausse de 25,7 % ou 24,5 M \$ pour un total de 119,7 M \$ contre 95,3 M \$ en 2015.

Résultat opérationnel en hausse de 35,9 % pour le quatrième trimestre et de 53 % pour l'exercice 2016

Le résultat opérationnel du 4^e trimestre de 2016 est en hausse de 1,3 M \$ avec un montant de 5 M \$ comparativement à 3,7 M \$ au 4^e trimestre de 2015. Pour l'exercice 2016, le résultat opérationnel est en hausse de 6 M \$ avec un total de 17,4 M \$ en 2016 contre 11,4 M \$ en 2015.

Résultat net en hausse de 30,4 % pour le quatrième trimestre et de 37,5 % pour l'exercice 2016

Le résultat net du 4^e trimestre de 2016 est en hausse de 873 000 \$ avec un montant de 3,7 M \$ par rapport à 2,9 M \$ au trimestre correspondant de 2015. Pour l'exercice 2016, le résultat net est en hausse de 3,4 M \$ avec un total de 12,3 M \$ en 2016 contre 8,9 M \$ en 2015.

BAIIA ajusté en hausse de 34,5 % pour le quatrième trimestre et de 40,6 % pour l'exercice 2016

La société a généré un BAIIA ajusté de 5,9 M \$ au 4^e trimestre de 2016 comparativement à 4,4 M \$ au trimestre correspondant de 2015, soit une hausse de 1,5 M \$. Pour l'exercice 2016, le BAIIA ajusté est en hausse de 5,9 M \$ avec un total de 20,5 M \$ en 2016 contre 14,6 M \$ en 2015. Un rapprochement entre le résultat net et le BAIIA ajusté est montré à la section 9, *Résumé des résultats trimestriels*.

Dividende

Le 2 novembre 2016, le Conseil d'administration a déclaré un dividende de 6,5 cents par action (0,065 \$), conformément à la politique de versement de dividende en vigueur à cette date. Au cours de l'exercice 2016, un montant total de 21,5 cents (0,215 \$) par action a été déclaré en dividendes.

8. Sommaires des trois derniers exercices

Le tableau suivant présente de l'information financière choisie pour les trois derniers exercices.

(en milliers, sauf les montants par action et les pourcentages)	2016	2015	2014
Revenus	119 728 \$	95 263 \$	82 909 \$
<i>Marge brute en % des revenus</i>	33,9 %	31 %	30,5 %
Charges opérationnelles ⁽¹⁾	22 479 \$	18 198 \$	16 565 \$
<i>% des revenus</i>	18,8 %	19,1 %	20 %
Résultat opérationnel	17 449 \$	11 405 \$	8 765 \$
<i>% des revenus</i>	14,6 %	12 %	10,6 %
BAIIA ⁽²⁾	19 714 \$	14 559 \$	11 164 \$
BAIIA ajusté ⁽²⁾	20 467 \$	14 559 \$	11 164 \$
BAIIA ajusté par action – dilué	0,54 \$	0,45 \$	0,40 \$
Gain de change	265 \$	1 345 \$	630 \$
Résultat net	12 301 \$	8 944 \$	6 391 \$
Résultat par action – dilué	0,34 \$	0,28 \$	0,23 \$
Dividendes déclarés par action	0,215 \$	0,17 \$	0,24 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	35 916	32 446	28 070
Actifs totaux	126 132 \$	95 685 \$	71 420 \$
Dette à long terme (y compris la partie courante)	17 291 \$	17 252 \$	15 354 \$
Passifs non courants totaux	16 543 \$	21 943 \$	16 462 \$
Capitaux propres	82 985 \$	49 213 \$	36 456 \$
Nombre d'actions ordinaires en circulation	36 354	32 580	29 555

⁽¹⁾ Les « charges opérationnelles » incluent : les frais d'administration, les frais de vente, les frais d'ingénierie et les frais de recherche et développement.

⁽²⁾ Rapprochement du BAIIA et BAIIA ajusté avec le résultat net à la section 9.

Les revenus ont bondi les deux dernières années à des sommets inégalés de 95,3 M \$ et 119,7 M \$, soit des augmentations de 14,9 % en 2015 et de 25,7 % en 2016. Ces augmentations sont principalement dues à la mise en marché de nouveaux produits et à l'augmentation de volume de certains produits existants. En 2015, l'augmentation des revenus de 12,4 M\$ comparativement à celles de 2014 inclut un impact favorable de change au montant de 4,9 M\$, alors que l'augmentation de 2016 de 24,5 M\$ comparativement à 2015 inclut un impact

favorable de change au montant de 1,6 M\$. Excluant les impacts favorables de change, les revenus auraient augmenté de 9 % en 2015 et de 24 % en 2016.

La marge brute a suivi la même tendance principalement en raison de l'augmentation du volume de ventes. La marge brute est passée de 30,5 % des revenus en 2014 à 33,9 % des revenus en 2016.

Quant au résultat opérationnel, il a bondi de plus de 30 % en 2015 et de 53 % en 2016 principalement en raison de l'augmentation de la marge brute et à une diminution des charges opérationnelles en termes de pourcentage des revenus.

Le gain de change est principalement lié aux variations de taux du dollar US par rapport au dollar canadien sur les transactions non couvertes par les contrats de change. L'augmentation de 715 000 \$ en 2015 du gain de change s'explique par la variation favorable de 17 points de base du taux de change moyen de 2015 par rapport à 2014, alors que cette variation n'a été que de 5 points de base en 2016 par rapport à 2015; une baisse du gain de change entre 2016 et 2015 de 1,1 M\$ en a résulté.

Tout comme les revenus, le BAIIA ajusté a atteint un sommet inégalé dans les deux dernières années. Après avoir franchi pour la première fois la barre des 10 M \$ en 2014, il a atteint 14,6 M \$ en 2015 ou 15,3 % des revenus comparativement à 13,5 % en 2014, et a atteint un niveau record de 20,5 M \$ en 2016 ou 17,1 % des revenus. Ces augmentations sont principalement dues aux augmentations des marges brutes (+4,3 M \$ en 2015; +11 M \$ en 2016) et des gains de change en 2015 (+715 000 \$) et en contrepartie, aux hausses des charges opérationnelles (+1,6 M \$ en 2015; +4,3 M \$ en 2016) ainsi qu'à la diminution des gains de change en 2016 (-1,1 M \$).

Le dividende déclaré par action s'est élevé à 24 cents en 2014 puisque la politique de dividende en vigueur prévoyait un ajustement basé sur les résultats de l'année précédente. La politique en vigueur entre septembre 2015 et septembre 2016 prévoyait un versement trimestriel de 5 cents par action, alors qu'il a été augmenté par la suite à 6,5 cents.

L'actif total a augmenté considérablement en 2015 et en 2016 principalement en raison des fonds encaissés lors de placements privés aux montants nets de 13,5 M \$ en 2015 et 19,1 M \$ en 2016. À cela s'ajoutent l'acquisition d'un immeuble à Laval (Québec) en 2015 et l'acquisition des actifs de SHHC en 2016. La dette à long terme a augmenté de 1,9 M \$ en 2015 suite à l'obtention d'une nouvelle dette de 4,2 M \$ liée à l'acquisition de l'immeuble de Laval, compensé par le remboursement normal des emprunts et des billets à payer au montant total de 2,4 M \$; elle est demeurée stable entre 2015 et 2016. De même, les passifs non courants totaux ont suivi les mêmes tendances haussières entre 2014 et 2015 que la dette à long terme en plus de subir l'impact d'une augmentation des passifs non courants liés aux contrats de change de 3,7 M \$ en 2015. En 2016, les passifs non courants totaux ont diminué de 5,4 M \$ en raison de la diminution des passifs non courants liés aux contrats de change de 5 M \$.

Les capitaux propres ont bondi de 12,8 M \$ en 2015 et de 33,8 M \$ en 2016. Ces augmentations sont principalement dues aux émissions d'actions reliées aux placements privés et à l'exercice de bons de souscription de 13,8 M \$ en 2015 et de 23,7 M \$ en 2016. S'ajoute à cela pour 2016, la variation favorable du cumul des autres éléments du résultat global de 4,5 M \$ et la variation favorable des résultats non distribués de 4 M \$.

9. Résumé des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente de l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres.

(en milliers, sauf les montants par action et les pourcentages – non audité)	2016				2015			
	Trimestre 4	Trimestre 3	Trimestre 2	Trimestre 1	Trimestre 4	Trimestre 3	Trimestre 2	Trimestre 1
Revenus	30 986 \$	32 440 \$	30 086 \$	26 216 \$	26 605 \$	24 002 \$	24 422 \$	20 234 \$
<i>Marge brute en % des revenus</i>	35,9 %	34,4 %	32,6 %	32,3 %	32,7 %	30,6 %	30,5 %	30 %
Charges opérationnelles ⁽¹⁾	6 094 \$	6 254 \$	5 285 \$	4 846 \$	5 061 \$	4 483 \$	4 373 \$	4 281 \$
<i>% des revenus</i>	19,7 %	19,3 %	17,6 %	18,5 %	19 %	18,6 %	17,9 %	21,2 %
Résultat opérationnel	4 999 \$	4 865 \$	3 856 \$	3 729 \$	3 678 \$	2 850 \$	3 087 \$	1 790 \$
<i>% des revenus</i>	16,1 %	15 %	12,8 %	14,2 %	13,8 %	11,9 %	12,6 %	8,8 %
Gain (perte) de change	311 \$	197 \$	95 \$	(338) \$	256 \$	515 \$	(29) \$	603 \$
Résultat net	3 740 \$	3 415 \$	2 763 \$	2 383 \$	2 867 \$	2 352 \$	2 150 \$	1 575 \$
Résultat net par action – dilué	0,10 \$	0,09 \$	0,08 \$	0,07 \$	0,09 \$	0,07 \$	0,07 \$	0,05 \$
BAIIA ⁽²⁾	5 835 \$	5 577 \$	4 418 \$	3 884 \$	4 372 \$	3 806 \$	3 523 \$	2 858 \$
BAIIA ajusté ⁽²⁾	5 882 \$	5 627 \$	5 074 \$	3 884 \$	4 372 \$	3 806 \$	3 523 \$	2 858 \$
BAIIA ajusté par action - dilué	0,15 \$	0,15 \$	0,13 \$	0,11 \$	0,13 \$	0,11 \$	0,11 \$	0,10 \$
Dividendes déclarés par action	0,065 \$	0,05 \$	0,05 \$	0,05 \$	0,05 \$	0,04 \$	0,04 \$	0,04 \$

⁽¹⁾ Les « charges opérationnelles » incluent : les frais d'administration, les frais de vente, les frais d'ingénierie et les frais de recherche et développement.

⁽²⁾ Rapprochement du BAIIA et BAIIA ajusté avec le résultat net au tableau suivant.

La société a battu des records de revenus tous les trimestres de 2016 comparativement aux trimestres correspondants de l'année précédente. Cette augmentation des revenus est principalement due à la mise en marché de nouveaux produits et à l'augmentation de volume de certains produits existants; les activités acquises de SHHC en mai 2016 expliquent aussi l'augmentation des revenus depuis le 2^e trimestre de 2016.

Le pourcentage de marge brute atteint au 4^e trimestre de 2015 s'est maintenu au premier semestre de 2016 tandis qu'il a augmenté de deux points de pourcentage au 3^e trimestre et d'un autre 1,5 points de pourcentage au 4^e trimestre. Le niveau de revenus, qui s'est maintenu au 1^{er} trimestre de 2016, a augmenté de 3,9 M \$ au 2^e trimestre et de 2,4 M \$ au 3^e trimestre tandis qu'il a diminué de 1,5 M \$ au 4^e trimestre par rapport au trimestre précédent en raison d'une diminution dans les ventes de véhicules convertis. L'augmentation de la marge brute depuis le 4^e trimestre de 2015 par rapport à la moyenne de 30,4 % des trois premiers trimestres de 2015 s'explique principalement par le niveau de revenus très élevé des quatre derniers trimestres par rapport aux revenus des trimestres précédents ainsi qu'à la composition du volume des ventes.

Les charges opérationnelles des 3^e et 4^e trimestres de 2016 de 6,3 M \$ et 6,1 M \$ représentant 19,3 % et 19,7 % des revenus, respectivement, sont en hausse par rapport au taux de 18 % du 1^{er} semestre de 2016 et à la

moyenne de 19,1 % en 2015; elles sont plus élevées principalement en raison de l'impact de l'acquisition de trois franchisés Silver Cross au 3^e trimestre de 2015 et de SHHC au 2^e trimestre de 2016.

Le BAIIA trimestriel, qui est de 4,9 M \$ en moyenne en 2016, représente une augmentation de 36 % sur la moyenne de 3,6 M \$ de 2015 tandis que le BAIIA trimestriel ajusté, qui est de 5,1 M \$ en moyenne en 2016, représente une augmentation de 41 % sur la moyenne de 3,6 M \$ de 2015.

Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté avec le résultat net

Tel que mentionné à la section 3, même si le BAIIA et le BAIIA ajusté ne sont pas des mesures reconnues selon les IFRS, la direction, les investisseurs et les analystes les utilisent afin d'évaluer la performance de la société en matière de finances et d'exploitation.

Vous trouverez, au tableau ci-dessous, le rapprochement entre le résultat net et le BAIIA et le BAIIA ajusté.

(en milliers de dollars – non audité)	2016					2015				
	Total	T 4	T 3	T 2	T 1	Total	T 4	T 3	T 2	T 1
Résultat net	12 301 \$	3 740 \$	3 415 \$	2 763 \$	2 383 \$	8 944 \$	2 867 \$	2 352 \$	2 150 \$	1 575 \$
Plus:										
Intérêts sur la dette à long terme	613	154	162	145	152	563	130	140	147	146
Dépense d'intérêts et frais bancaires	212	33	85	50	44	186	31	68	44	43
Charge d'impôt sur le résultat	4 953	1 510	1 512	1 054	877	3 288	976	876	774	662
Amortissement des immobilisations corporelles	1 309	353	336	295	325	1 062	286	271	255	250
Amortissement des immobilisations incorporelles	691	172	179	172	168	747	152	170	210	215
Moins:										
Revenus d'intérêts	365	127	112	61	65	231	70	71	57	33
BAIIA	19 714 \$	5 835 \$	5 577 \$	4 418 \$	3 884 \$	14 559 \$	4 372 \$	3 806 \$	3 523 \$	2 858 \$
Coûts d'acquisitions d'entreprises réalisées et non réalisées	753	47	50	656	-	-	-	-	-	-
BAIIA ajusté	20 467 \$	5 882 \$	5 627 \$	5 074 \$	3 884 \$	14 559 \$	4 372 \$	3 806 \$	3 523 \$	2 858 \$

La rubrique qui suit fournit une analyse détaillée des résultats d'exploitation du quatrième trimestre de 2016 par rapport au même trimestre de 2015, et des résultats cumulatifs de l'exercice 2016 comparativement à l'exercice antérieur. L'analyse détaillée des trimestres précédents est fournie dans les rapports de gestion intermédiaires des exercices 2016 et 2015, disponibles sur SEDAR (www.sedar.com).

10. Résultats d'exploitation

Les tableaux suivants présentent certaines données sur les résultats des quatrièmes trimestres ainsi que sur les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015.

Marge brute

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	3 mois (non audités)			12 mois		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Revenus	30 986 \$	26 605 \$	16,5 %	119 728 \$	95 263 \$	25,7 %
Coût des ventes	19 852 \$	17 892 \$	11 %	79 159 \$	65 686 \$	20,5 %
Marge brute	11 134 \$	8 713 \$	27,8 %	40 569 \$	29 577 \$	37,2 %
% des revenus	35,9 %	32,7 %	s.o.	33,9 %	31 %	s.o.

Au 4^e trimestre de 2016, les revenus sont en hausse de 4,4 M \$ ou 16,5 %, passant de 26,6 M \$ en 2015 à 31 M \$ en 2016. Le secteur *Accessibilité* a enregistré une hausse de ses revenus de l'ordre de 5,2 % ou 1,2 M \$, passant de 23,5 M \$ au 4^e trimestre de 2015 à 24,7 M \$ au 4^e trimestre de 2016 principalement en raison du volume de ventes de sièges pour escaliers droits et courbes qui a augmenté de 7 %, en nombre d'unités. Les revenus du secteur *Véhicules adaptés* ont doublé au 4^e trimestre de 2016, passant de 3,1 M \$ au 4^e trimestre de 2015 à 6,3 M \$ au 4^e trimestre de 2016. Cette hausse est principalement due à l'acquisition de SHHC dont les revenus représentent 2,3 M \$ au 4^e trimestre de 2016.

Pour l'exercice 2016, les revenus sont en hausse de 24,5 M \$ ou 25,7 % par rapport à la période de douze mois de 2015. Cette hausse inclut une variation favorable de change de 1,6 M \$. Le secteur *Accessibilité* a enregistré une hausse de ses revenus de 16,5 % ou 13,6 M \$ principalement en raison du volume de ventes de sièges pour escaliers droits et courbes qui a augmenté de 50 % en nombre d'unités. Les revenus du secteur *Véhicules adaptés* sont en hausse de 86 % ou 10,8 M \$ principalement due à l'acquisition de SHHC (+8 M \$).

La marge brute est en hausse de 2,4 M \$ pour le 4^e trimestre de 2016 et de 11 M \$ pour l'exercice 2016 par rapport aux périodes correspondantes de 2015. Cette hausse est principalement due à l'augmentation et à la composition du volume des ventes.

L'augmentation de nos achats en provenance de l'Asie permet de garder nos coûts directs à un niveau compétitif. En effet, la proportion des achats en provenance de la filiale Savaria Huizhou et des autres fournisseurs situés en Asie a augmenté à 58 % des achats de matières premières de la filiale Savaria Concord pour l'année 2016 comparativement à 54 % pour l'année 2015.

Répartition des revenus par région géographique

(en pourcentages des revenus - non audités)	3 mois			12 mois		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Canada	42,7 %	34,5 %	8,2	41,6 %	36,3 %	5,3
États-Unis	52,6 %	58,5 %	(5,9)	51,4 %	55,1 %	(3,7)
Autres régions	4,7 %	7 %	(2,3)	7 %	8,6 %	(1,6)

L'ajout des activités de SHHC acquises en mai 2016 a engendré une augmentation des revenus du 4^e trimestre de 2016 au Canada de 4,6 % (4,2 % pour l'exercice 2016) tandis qu'il a fait baisser la proportion des revenus aux États-Unis de 4,2 % (3,7 % pour l'exercice 2016) étant donné que les activités de cette division sont limitées au Canada.

Résultat opérationnel

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	3 mois (non audités)			12 mois		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Charges opérationnelles	6 094 \$	5 061 \$	20,4 %	22 479 \$	18 198 \$	23,5 %
<i>% des revenus</i>	19,7 %	19 %	s.o.	18,8 %	19,1 %	s.o.
Autres produits (charges)	(41) \$	26 \$	(258) %	(641) \$	26 \$	(2565) %
Résultat opérationnel	4 999 \$	3 678 \$	35,9 %	17 449 \$	11 405 \$	53 %
<i>% des revenus</i>	16,1 %	13,8 %	s.o.	14,6 %	12 %	s.o.

La proportion des charges opérationnelles par rapport aux revenus a augmenté au 4^e trimestre par rapport à la période correspondante de 2015, passant de 19 % à 19,7 % en 2016, tandis qu'elle a diminué pour l'exercice 2016 par rapport à l'exercice 2015, passant de 19,1 % à 18,8 %. En termes de dollars, les charges opérationnelles ont augmenté de 1 M \$ au 4^e trimestre et de 4,3 M \$ pour l'exercice 2016 par rapport aux périodes correspondantes de 2015, principalement en raison de l'acquisition de trois franchisés Silver Cross au 3^e trimestre de 2015 et de SHHC au 2^e trimestre de 2016; n'eût été des acquisitions, les charges opérationnelles auraient augmenté de 302 000 \$ au 4^e trimestre et de 2,2 M \$ pour l'exercice 2016. Cette augmentation est principalement due à l'augmentation des frais de ventes et des activités d'ingénierie et de recherche et développement.

Sous la rubrique « Autres produits (charges) », une charge nette de 641 000 \$ a été enregistrée pour la période de douze mois de 2016 représentant principalement les coûts d'acquisition de SHHC de 726 000 \$. De plus, un

produit de 106 000 \$ a été enregistré au 1^{er} trimestre de 2016 provenant principalement de l'encaissement d'une subvention reçue par la filiale Savaria Huizhou.

L'effet combiné de la variation favorable de la marge brute à celles défavorables des charges opérationnelles et des autres produits (charges) résultent en une augmentation de 1,3 M \$ du résultat opérationnel au 4^e trimestre et de 6 M \$ pour l'exercice 2016 comparativement aux mêmes périodes en 2015.

Résultat net

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	3 mois (non audités)			12 mois		
	2016	2015	Variation	2016	2015	Variation
Produits financiers nets (charges financières nettes)	251 \$	165 \$	52,1 %	(195) \$	827 \$	(124) %
Résultat avant impôt	5 250 \$	3 843 \$	36,6 %	17 254 \$	12 232 \$	41,1 %
Charge d'impôt sur le résultat	1 510 \$	976 \$	54,7 %	4 953 \$	3 288 \$	50,6 %
Résultat net	3 740 \$	2 867 \$	30,4 %	12 301 \$	8 944 \$	37,5 %
<i>% des revenus</i>	12,1 %	10,8 %	s.o.	10,3 %	9,4 %	s.o.
BAIIA	5 835 \$	4 372 \$	33,5 %	19 714 \$	14 559 \$	35,4 %
<i>% des revenus</i>	18,8 %	16,4 %	s.o.	16,5 %	15,3 %	s.o.
BAIIA ajusté	5 882 \$	4 372 \$	34,5 %	20 467 \$	14 559 \$	40,6 %
<i>% des revenus</i>	19 %	16,4 %	s.o.	17,1 %	15,3 %	s.o.

Les variations favorables de 86 000 \$ pour le 4^e trimestre et défavorables de 1 M \$ pour l'exercice 2016 des produits financiers nets (charges financières nettes) par rapport aux périodes correspondantes de 2015 sont dues aux variations nettes des gains (pertes) de change (se référer à la rubrique *Opérations sur devises étrangères* de la section 4).

Le taux d'impôt effectif de 28,7 % pour l'exercice 2016 a augmenté par rapport au taux d'impôt effectif de 26,9 % en 2015, principalement en raison de retenues d'impôt plus élevées sur le rapatriement de fonds de la filiale chinoise. Il est supérieur au taux d'imposition canadien combiné prévu par la loi de 26 % pour les raisons citées ci-haut ainsi qu'en raison d'éléments non déductibles.

Le résultat net et le BAIIA sont en hausse au 4^e trimestre et pour la période de douze mois de 2016 comparativement aux périodes correspondantes de 2015, avec une augmentation du résultat net de 873 000 \$ et 3,4 M \$ respectivement, et du BAIIA de 1,5 M \$ et 5,2 M \$ respectivement. Le BAIIA ajusté (se référer à la conciliation du BAIIA avec le BAIIA ajusté de la section 9) pour la période de douze mois est en hausse de 5,9 M \$ pour cette période de 2016 par rapport à la même période de 2015.

Couverture de change

En harmonie avec la politique sur la couverture de change adoptée par le conseil d'administration, la société utilise des contrats de change afin de réduire les risques liés aux fluctuations des taux de change. Elle applique la comptabilité de couverture qui permet de comptabiliser les gains, pertes, produits et charges rattachés à l'instrument financier dérivé dans le même exercice que ceux rattachés à l'élément couvert. Les contrats de change sont présentés à leur juste valeur à l'état de la situation financière en fonction de leur date de maturité. La plus ou moins-value non reconnue au résultat net est enregistrée au *Cumul des autres éléments du résultat global*. À l'échéance des contrats, les gains ou pertes réalisés sont reclassés contre les revenus aux résultats.

Au 31 décembre 2016, la société détenait des contrats de change au montant total de 53,5 M \$ US pour une période de couverture allant jusqu'au 30 novembre 2019, à un taux moyen pondéré de 1,222. En fin de trimestre, la moins-value nette non réalisée sur les contrats de change s'élève à 5,8 M \$ avant impôts différés. La moins-value nette apparaît à l'état de la situation financière sous la rubrique *Instruments financiers dérivés* des actifs non courants et des passifs courants et non courants et est incluse dans le solde du *Cumul des autres éléments du résultat global* (se référer à la rubrique *Sources de financement disponibles* de la section 11).

Couverture de taux d'intérêt

La société a signé une offre de financement en avril 2012 comprenant deux emprunts totalisant 16,6 M \$ ainsi qu'une autre offre de financement en juillet 2016 comprenant un emprunt de 6,2 M \$ (se référer à la rubrique *Sources de financement disponibles* de la section 11). Puisque ces dettes portent intérêt à taux variable, la société a décidé de conclure des opérations d'échange de taux d'intérêt (« contrats de swap ») afin de minimiser son risque de variation des flux de trésorerie lié aux variations des taux d'intérêt. Elle a donc signé un premier contrat d'échange relatif à un montant de capital initial de 7 M \$ avec un taux d'intérêt fixé à 3,48 %, un deuxième relatif à un capital initial de 9,6 M \$ avec un taux fixé à 3,58 % et un troisième relatif à un montant de capital initial de 6,2 M \$ avec un taux fixé à 2,68 %, tous pour une période de 5 ans. Ces taux incluent un frais d'estampillage de 1,5 %.

Tout comme pour les couvertures de change, la société applique la comptabilité de couverture, ce qui permet de comptabiliser les plus ou moins-values non réalisées rattachées à l'instrument financier dérivé au *Cumul des autres éléments du résultat global*, alors que la juste valeur est comptabilisée à l'état de la situation financière. Au 31 décembre 2016, la moins-value nette non réalisée sur les contrats de swap est non significative.

11. Situation financière

Fonds de roulement

(en milliers de dollars)	31 décembre		Variation	
	2016	2015		
Actifs courants	90 239 \$	61 557 \$	28 682 \$	46,6 %
Passifs courants	26 604 \$	24 529 \$	2 075 \$	8,5 %
Fonds de roulement net	63 635 \$	37 028 \$	26 607 \$	71,9 %
Ratio du fonds de roulement	3,39	2,51	0,88	35,1 %

Les actifs courants ont augmenté de 28,7 M \$ entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016 principalement en raison de la trésorerie (+21,5 M \$) et des stocks (+6,7 M \$); l'ajout des activités de SHHC représente 7,2 M \$ d'augmentation de stocks. Voir section 12 *Situation de trésorerie* pour plus de détails sur la variation de la trésorerie.

Les passifs courants ont augmenté de 2,1 M \$ entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016 principalement en raison de l'augmentation des fournisseurs et autres créditeurs (+3,2 M \$) et de la partie courante de la dette à long terme (+456 000 \$), partiellement compensée par une diminution des instruments financiers dérivés liés à la moins-value nette non réalisée sur les contrats de change (-1,4 M \$).

À noter que le nombre de jours nécessaires au recouvrement des créances clients était de 40,4 jours au 31 décembre 2016 comparativement à 43,8 jours au 31 décembre 2015. En ce qui concerne le délai moyen de règlement des comptes fournisseurs, il était de 70,9 jours au 31 décembre 2016 comparativement à 69,5 jours au 31 décembre 2015.

Actifs et passifs non courants, et capitaux propres

(en milliers de dollars)	31 décembre		Variation	
	2016	2015		
Actifs non courants	35 893 \$	34 128 \$	1 765 \$	5,2 %
Passifs non courants	16 543 \$	21 943 \$	(5 400) \$	(24,6) %
Capitaux propres	82 985 \$	49 213 \$	33 772 \$	68,6 %

Les actifs non courants ont augmenté de 1,8 M \$ entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016 principalement en raison d'une augmentation des immobilisations corporelles (+1,1 M \$) et du goodwill (+1,7 M \$), partiellement compensé par une diminution des actifs d'impôt différé (-1,6 M \$). L'augmentation des immobilisations corporelles est due aux acquisitions de 2,4 M \$ partiellement compensée par l'amortissement de 1,3 M \$, tandis que l'augmentation du goodwill est liée à l'acquisition de SHHC. La diminution des actifs d'impôt différé est principalement due à la variation de la moins-value nette non réalisée sur les contrats de change.

Les passifs non courants ont diminué de 5,4 M \$ entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016 principalement en raison de la variation de la moins-value nette non réalisée sur les contrats de change de 5 M \$.

L'augmentation des capitaux propres de 33,8 M \$ est principalement attribuable au résultat global de 16,8 M \$, constitué principalement du résultat net de 12,3 M \$ et de l'incidence des fluctuations des taux de change de 4,5 M \$ incluse dans les autres éléments du résultat global, de même qu'à l'émission d'actions dans le cadre d'un placement privé (+20,3 M \$) et de l'exercice de bons de souscription (+4,3 M \$), contrebalancé par les dividendes déclarés de 7,4 M \$. Se reporter aux *États consolidés du résultat global* des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2016, Savaria bénéficiait d'une bonne situation financière avec un actif total de 126,1 M \$ contre 95,7 M \$ au 31 décembre 2015, et des passifs totaux de 43,1 M \$ contre 46,5 M \$ au 31 décembre 2015.

Informations relatives aux actions

(en milliers)	31 décembre	
	2016	2015
Nombre d'actions ordinaires émises et en circulation	36 354	32 580

(en milliers)	Trimestres clos les 31 décembre (non audités)		Exercices clos les 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation servant au calcul du résultat de base par action	36 003	32 563	34 270	31 447
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation servant au calcul du résultat dilué par action	38 073	33 562	35 916	32 446

Sources de financement disponibles

(en milliers de dollars)	31 décembre	
	2016	2015
Facilités de crédit :		
Autorisées	10 000 \$	7 500 \$
Avances bancaires	-	(1 125)
Crédit non utilisé	10 000	6 375
Trésorerie brute	51 230	30 832
Total	61 230 \$	37 207 \$

Tel que démontré ci-dessus, la société possède des fonds disponibles totalisant 61,2 M \$ au 31 décembre 2016. Ceci lui procure la marge de manœuvre nécessaire afin de faire face à ses obligations potentielles à court terme et de bénéficier d'opportunités d'investissement.

Le 31 août 2015, la société a acquis un immeuble au coût de 4,2 M \$. À cette même date, elle a obtenu un financement sous forme d'une marge à la construction de 6,2 M \$ dont 2 M \$ a servi à effectuer des améliorations à l'immeuble. Suite à l'encaissement du solde de 2 M \$ au 2^e trimestre de 2016, la marge à la construction a été convertie en dette à long terme. Les conditions de l'entente de financement prévoient une période d'amortissement de 180 mois avec des versements mensuels en capital de 43 000 \$ pour les 60 premiers mois et de 30 000 \$ pour les derniers 120 mois. Le 4 juillet 2016, la société a conclu un contrat de swap pour une période de cinq ans sur cet emprunt avec un taux d'intérêt fixé à 2,68 %, incluant un frais d'estampillage de 1,5 %. Cet instrument dérivé a été désigné comme couverture aux fins comptables.

Le 16 juin 2016, la société a complété un placement privé par prise ferme de 2 600 000 actions ordinaires au prix de 7,80 \$ par action, pour un produit brut revenant à Savaria de 20,3 M \$ et un produit net des frais financiers de 19,1 M \$. Les actions ordinaires émises étaient assujetties à une période de détention prévue par la loi qui a expiré le 17 octobre 2016.

Le 25 août 2016, la société a signé une entente de financement avec son institution financière pour une dette à long terme au montant de 512 000 \$ US afin de financer l'achat d'immobilisations corporelles. Les conditions de l'entente prévoient une période d'amortissement de 60 mois avec des versements mensuels en capital de 9 000 \$ US plus intérêts, au taux fixe de 4,6 %.

La société minimise son exposition au risque de variation des flux de trésorerie relié aux fluctuations des taux d'intérêt en conservant la majorité de ses emprunts à taux fixe par le biais de contrats de swap (se référer à la rubrique *Couverture de taux d'intérêt* de la section 10). Lors du renouvellement des facilités de crédit de la société en juin 2016, la valeur maximale de cette ligne de substitution a été augmentée de 610 000 \$ à 800 000 \$.

Par ailleurs, la société dispose d'une ligne de substitution lui permettant de s'exposer à des risques de pertes potentielles sur les contrats de change sur une période de couverture maximale de 36 mois. Lors du renouvellement des facilités de crédit de la société en juin 2016, la valeur maximale de cette ligne de substitution a été augmentée de 8,6 M \$ à 11,1 M \$ et la réalisation de sûretés lorsque les pertes non réalisées étaient

supérieures à 7,1 M a été retirée de l'entente. En janvier 2017, cette ligne de substitution a été augmentée à nouveau à 17,8 M \$ tandis que la période maximale de couverture a été augmentée à 48 mois.

Depuis le 31 décembre 2014, le coefficient d'endettement sur le capital investi de la société est néant étant donné que la trésorerie de la société est supérieure à sa dette à long terme.

Autres données et ratios

(en milliers de dollars, sauf les montants par action - non audité)	31 décembre		Variation
	2016	2015	
Valeur comptable par action ⁽¹⁾	2,28 \$	1,51 \$	51 %
Trésorerie par action ⁽¹⁾	1,41 \$	0,91 \$	54,9 %
Capitalisation boursière	395 167 \$	179 514 \$	120 %

⁽¹⁾ Voir définition à la section 3, *Conformité avec les Normes internationales d'information financière*

La valeur comptable par action ainsi que la trésorerie par action sont en hausse au 31 décembre 2016 comparativement au 31 décembre 2015 en raison de l'incidence du placement privé complété au 2^e trimestre sur les capitaux propres et sur la trésorerie. Relativement à la valeur comptable par action, s'ajoute la variation favorable du *Cumul des autres éléments du résultat global* surtout lié à la variation favorable de la juste valeur des contrats de change. La capitalisation boursière est en hausse en raison de l'augmentation de la valeur de l'action de la société, qui est passée de 5,51 \$ au 31 décembre 2015 à 10,87 \$ au 31 décembre 2016 et de l'émission d'actions reliée au placement privé.

12. Situation de trésorerie

Le tableau suivant présente certaines données sur les flux de trésorerie du quatrième trimestre ainsi que sur l'exercice 2016 et 2015.

(en milliers de dollars)	3 mois (non audités)		12 mois	
	2016	2015	2016	2015
Trésorerie au début des périodes	46 480 \$	27 535 \$	29 707 \$	16 280 \$
Trésorerie nette liée aux activités opérationnelles	4 642	6 660	18 085	12 129
Trésorerie nette liée aux activités d'investissement	(637)	(2 500)	(11 929)	(8 626)
Trésorerie nette liée aux activités de financement	647	(2 212)	15 512	9 432
Gain (perte) de change non réalisé(e) sur la trésorerie détenue en devises étrangères	98	224	(145)	492
Trésorerie aux 31 décembre	51 230 \$	29 707 \$	51 230 \$	29 707 \$

La société a dégagé des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles inférieurs de 2 M \$ au 4^e trimestre et supérieure de 6 M \$ pour la période de douze mois par rapport aux périodes correspondantes de 2015. Ces variations proviennent principalement de la variation des éléments hors caisse (-3,3 M \$ pour le trimestre; +1,6 M \$ pour l'exercice) et du résultat net avant impôt et amortissement (+1,5 M \$ pour le trimestre; +5 M \$ pour l'exercice); pour la période de douze mois; s'ajoutent à ces éléments, la variation des gains et pertes de change non réalisés (+672 000 \$), atténuée par l'augmentation du paiement d'impôt sur le résultat (-1,7 M \$).

La société a engagé des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement inférieurs de 1,9 M \$ au 4^e trimestre et supérieurs de 3,3 M \$ pour la période de douze mois de 2016 par rapport aux mêmes périodes de 2015, principalement en raison de la diminution des acquisitions et dépôts sur acquisitions d'immobilisations corporelles (+1,9 M \$ pour le trimestre; +4,7 M \$ pour l'exercice), et pour la période de douze mois, de l'augmentation des acquisitions d'entreprises (-8,2 M \$).

Au chapitre des activités de financement, la société a dégagé des flux supérieurs de 2,9 M \$ au 4^e trimestre et de 6,1 M \$ pour la période de douze mois de 2016 par rapport aux mêmes périodes de 2015. Ces variations proviennent principalement d'une augmentation dans les produits issus de l'exercice de bons de souscription (+3,7 M \$ pour le trimestre; +4,3 M \$ pour l'exercice), partiellement atténuée par une augmentation dans les versements de dividendes (-734 000 \$ pour le trimestre; -2 M \$ pour l'exercice); pour la période de douze mois, s'ajoutent à ces éléments, une variation favorable dans l'encaissement de produits liés à un placement privé (+5,6 M \$), partiellement atténuée par une diminution dans l'encaissement de nouvelles dettes (-1,6 M \$).

13. Principales estimations comptables

L'établissement d'états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des revenus et des charges. Les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif comprennent le goodwill, l'évaluation des actifs identifiables acquis lors de regroupements d'entreprises, l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers dérivés et la provision pour obsolescence. Les jugements importants réalisés par la direction lors de l'application des méthodes comptables et qui ont l'incidence la plus significative sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont la détermination des unités génératrices de trésorerie, l'identification des secteurs opérationnels et la détermination de la monnaie fonctionnelle de ses filiales à l'étranger.

La juste valeur des contrats de change est estimée en escomptant la différence entre le montant contractuel à terme et la valeur actuelle à terme pour le montant résiduel du contrat utilisant un taux d'intérêt sans risque (basé sur les bons du Trésor). La juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt est estimée en escomptant la différence entre le taux d'intérêt du contrat de swap et les taux du marché sur la valeur des emprunts, incluant un ajustement pour le risque de crédit.

Le montant recouvrable du goodwill est estimé au même moment de chaque année, ou plus fréquemment s'il y a indication de dépréciation. Pour des fins de l'évaluation de la dépréciation du goodwill, le goodwill acquis par le biais d'un regroupement d'entreprises est affecté à l'unité génératrice de trésorerie (« UGT »), ou au groupe de UGT, qui devrait bénéficier des synergies du regroupement. Chaque UGT ou groupe de UGT auquel le goodwill est ainsi affecté doit représenter le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne et ne doit pas être, avant affectation du goodwill, plus grand qu'un secteur opérationnel. Les montants recouvrables de ces UGT sont basés sur leur valeur d'utilité. Elles sont déterminées en escomptant les flux de trésorerie futurs générés par l'utilisation continue des unités. Le calcul des valeurs d'utilité est basé sur les hypothèses clés suivantes :

- Les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans basés sur l'expérience passée et les résultats opérationnels réels, en utilisant un taux de croissance constant de 10 % pour le secteur *Accessibilité*, et 5 % pour le secteur *Véhicules adaptés*;
- La croissance annuelle anticipée des revenus incluse dans les projections de flux de trésorerie est basée sur le plan d'affaires;
- Un taux d'escompte haut et bas avant impôt de 14,9 % et 13,2 % (idem en 2015) est appliqué afin de déterminer le montant recouvrable de l'unité. Le taux d'escompte utilisé est basé sur l'expérience passée et la moyenne pondérée de l'industrie du coût des capitaux, qui est basé sur une fourchette possible de levier sur dette de 19 % à un taux d'intérêt du marché haut et bas de 3,2 % et 2,7 %;
- Les valeurs attribuées aux hypothèses clés représentent l'évaluation de la direction sur les tendances futures de l'industrie de l'accessibilité et sont basées sur des données externes autant qu'internes (données historiques).

Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

14. Nouvelles conventions comptables

A) Nouvelles normes comptables et interprétations adoptées durant l'exercice 2016

Les nouvelles normes et amendements aux normes et interprétations suivantes ont été appliqués lors de la préparation des états financiers consolidés au 31 décembre 2016. L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Améliorations annuelles des IFRS - Cycle 2012-2014

En septembre 2014, dans le cadre de son processus d'améliorations annuelles, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié des modifications de portée limitée à un total de quatre normes. Chacune des modifications possède ses propres dispositions transitoires particulières.

Des modifications ont été apportées afin de clarifier les éléments suivants dans leurs normes respectives :

- modification des modalités de cession en vertu de l'IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*;
- « liens conservés » pour les mandats de gestion et informations à fournir sur la compensation dans les états financiers consolidés en vertu de l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*;
- taux d'actualisation dans un marché régional ayant la même monnaie en vertu de l'IAS 19, *Avantages du personnel*;
- informations fournies « ailleurs dans le rapport financier intermédiaire » en vertu de l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Clarifications sur les modes d'amortissement acceptables (modification de l'IAS 16 et de l'IAS 38)

En mai 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 16, *Immobilisations corporelles*, et à l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*. Les modifications apportées à l'IAS 16 mentionnent explicitement que les modes d'amortissement fondés sur les produits ne peuvent pas être utilisés pour les immobilisations corporelles. La raison en est que ces modes d'amortissement reflètent des facteurs autres que la consommation des avantages économiques représentatifs de l'actif. Les modifications à l'IAS 38 introduisent une présomption réfutable selon laquelle l'utilisation de modes d'amortissement fondés sur les produits est inappropriée dans le cas des actifs incorporels. Cette présomption ne pourrait être écartée que lorsque les produits et la consommation des avantages économiques de l'actif incorporel présentent une « corrélation élevée » ou lorsque l'actif incorporel est exprimé comme une mesure des produits.

Initiative concernant les informations à fournir : modifications de l'IAS 1

En décembre 2014, l'IASB a publié des modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, dans le cadre de son initiative majeure visant à améliorer la présentation et les informations à fournir dans les rapports financiers (l'« Initiative concernant les informations à fournir »).

B) Nouvelles normes comptables et interprétations non encore adoptées

Plusieurs nouvelles normes et amendements aux normes et interprétations, non encore adoptés pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, n'ont pas été appliqués lors de la préparation de ces états financiers consolidés.

Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions (modifications de l'IFRS 2)

Le 20 juin 2016, l'IASB a publié des modifications de l'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, en vue de clarifier comment doivent être comptabilisés certains types de transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. À des fins de simplification, les modifications peuvent être appliquées de manière prospective. L'application rétrospective ou anticipée est permise si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori.

Les modifications fournissent des exigences relativement à la comptabilisation :

- des effets des conditions d'acquisition des droits et des conditions accessoires à l'acquisition des droits sur l'évaluation des paiements fondés sur des actions qui sont réglés en trésorerie;
- des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui comportent des modalités de règlement net concernant l'obligation légale relative aux retenues d'impôt à la source;
- d'une modification des termes et conditions qui a pour effet qu'une transaction dont le paiement est fondé sur des actions et qui est réglée en trésorerie est reclassée comme étant réglée en instruments de capitaux propres.

La société envisage d'adopter les modifications de l'IFRS 2 dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme n'a pas encore été déterminée.

Initiative concernant les informations à fournir (modifications de l'IAS 7)

Le 7 janvier 2016, l'IASB a publié le document *Disclosure Initiative (Amendments to IAS 7)*. Les modifications s'appliquent de façon prospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. L'application anticipée est permise. Les modifications comprennent des obligations d'information qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les changements dans les passifs découlant d'activités de financement, y compris les changements découlant des flux de trésorerie et les changements sans effet de trésorerie. L'un des moyens de satisfaire à ces nouvelles obligations d'information consiste à effectuer un rapprochement entre les soldes d'ouverture et les soldes de clôture des passifs découlant d'activités de financement.

La société envisage d'adopter les modifications de l'IAS 7 dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2017. La société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

IFRS 9 - Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version complète de l'IFRS 9, dite IFRS 9 (2014). La date d'entrée en vigueur obligatoire de l'IFRS 9 vise les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018 et l'IFRS 9 doit être appliquée rétrospectivement, sous réserve de certaines exemptions. L'adoption anticipée est permise. Le retraitement des exercices antérieurs n'est pas exigé et est permis uniquement si l'information est disponible sans avoir recours à des connaissances a posteriori.

L'IFRS 9 (2014) met en place de nouvelles exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers. En vertu de l'IFRS 9 (2014), les actifs financiers sont classés et évalués au coût amorti en fonction du modèle économique selon lequel ils sont détenus et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. La norme instaure des changements additionnels relativement aux passifs financiers. Elle modifie également le modèle de dépréciation en présentant un nouveau modèle des « pertes sur créances attendues » pour le calcul de la dépréciation. L'IFRS 9 (2014) comprend aussi de nouvelles règles générales de comptabilité de

couverture, ce qui aura pour effet d'aligner davantage la comptabilité de couverture sur la gestion des risques. Ces nouvelles règles ne modifient pas en profondeur les types de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité de la couverture. Toutefois, elles offriront un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées aux fins de la gestion des risques satisfaisant aux conditions d'application de la comptabilité de couverture et feront davantage appel au jugement dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité d'une relation de couverture. Des dispositions transitoires particulières ont été établies aux fins de l'application des nouvelles règles générales de comptabilité de couverture.

L'IFRS 9 (2014) présente quelques différences par rapport à l'IFRS 9 (2013), adoptée par anticipation le 1^{er} avril 2014 par la société. La société envisage d'adopter l'IFRS 9 (2014) dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018. La société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

Comptabilisation des actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes (modifications de l'IAS 12)

Le 19 janvier 2016, l'IASB a publié le document *Recognition of Deferred Tax Assets for Unrealized Losses (Amendments to IAS 12)*. Les modifications s'appliquent rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. Son adoption anticipée est permise. Les modifications précisent que l'existence d'une différence temporaire déductible dépend uniquement d'une comparaison de la valeur comptable d'un actif et de sa valeur fiscale à la fin de la période de présentation de l'information financière et qu'elle n'est pas touchée par d'éventuels changements de la valeur comptable ou de la manière attendue de recouvrer l'actif. Les modifications clarifient également la méthode de détermination des bénéfices imposables futurs servant à évaluer l'utilisation des différences temporaires déductibles.

La société envisage d'adopter les modifications de l'IAS 12 dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2017. La société ne s'attend pas à ce que la norme ait une incidence significative sur ses états financiers consolidés.

IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Son adoption anticipée est permise.

L'IFRS 15 remplacera l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, l'IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, l'IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et la SIC-31, *Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité*.

La norme prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux approches de la comptabilisation des produits : à un moment donné ou au fil du temps. Le modèle proposé consiste en une analyse en cinq étapes des transactions, axés sur les contrats et visant à déterminer si les produits des activités ordinaires sont comptabilisés, quel montant est comptabilisé et à quel moment. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation.

La nouvelle norme s'applique aux contrats avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels entrent dans le champ d'application d'autres IFRS.

La société envisage d'adopter l'IFRS 15 dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2018. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme n'a pas encore été déterminée.

IFRS 16 - Contrats de location

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. L'adoption anticipée est permise pour les entités qui adoptent également l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, à la date de l'adoption initiale de l'IFRS 16 ou qui l'ont adopté avant cette date. L'IFRS 16 remplacera l'IAS 17, *Contrats de location*.

Cette norme instaure un modèle unique de comptabilisation par le preneur et oblige ce dernier à comptabiliser les actifs et les passifs liés à tous les contrats de location d'une durée de plus de 12 mois, à moins que la valeur de l'actif sous-jacent soit faible. Le preneur est tenu de comptabiliser un actif lié au droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et un passif lié au contrat de location qui représente son obligation d'effectuer des paiements locatifs. Cette norme reprend en substance les exigences de comptabilisation pour le bailleur qui sont énoncées dans l'IAS 17, tout en exigeant de ce dernier qu'il présente des informations plus exhaustives. D'autres aspects du modèle de comptabilisation des contrats de location ont été touchés, y compris la définition d'un contrat de location. Des dispositions transitoires ont également été prévues.

La société envisage d'adopter l'IFRS 16 dans ses états financiers consolidés de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2019. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme n'a pas encore été déterminée.

15. Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la société sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information, tel que défini par le *Règlement 52-109* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Une évaluation a été réalisée pour mesurer l'efficacité des contrôles et procédures liés à la préparation des documents d'information. En se fondant sur cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et bien conçus à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et, plus particulièrement, que la conception de ces contrôles et procédures fournit une assurance raisonnable que les informations importantes relatives à la société leur sont communiquées pendant la période de préparation de ces documents d'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la société sont responsables de l'établissement et du maintien d'un système de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière.

La direction a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Pour ce faire, elle s'est inspirée des critères définis dans le cadre intégré de contrôle interne du *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (« COSO ») (cadre de 2013 du COSO). Se fondant sur cette évaluation, la direction ainsi que le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu, au 31 décembre 2016, que les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société étaient efficaces

en ce qu'ils fournissaient une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers de la société à des fins de publication conformément aux IFRS.

Limitation de l'étendue de la conception

La société a limité l'étendue de ses contrôles et procédures de communication de l'information et de ses contrôles internes à l'égard de l'information financière pour exclure les contrôles, politiques et procédures de la division Silver Cross Automotive, entreprise acquise il y a moins de 365 jours avant le dernier jour de la période couverte par les rapports annuels. La société a choisi de l'exclure du champ d'application de la certification, tel que le permet le Règlement 52-109. La société entend évaluer la situation dans un délai d'un an suivant la date d'acquisition.

Le tableau ci-dessous présente l'information financière sommaire incluse dans les états financiers consolidés de la société pour l'entreprise exclue :

(non audités) (en milliers de dollars)	
État de la situation financière	
Actifs courants	9 029 \$
Actifs non courants	2 570 \$
Passifs courants	3 336 \$
Passifs non courants	13 \$
État du résultat global	
Revenus	8 014 \$
Résultat net	(385) \$

Changements aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement de contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société durant l'exercice 2016 qui aurait eu une incidence importante ou dont on aurait pu raisonnablement croire qui aurait eu une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière.

16. Engagements

En dehors des dettes apparaissant à l'état de la situation financière, la société a conclu des ententes pour la location de ses locaux ainsi que des contrats de location-exploitation pour la location de matériel roulant et d'équipement, représentant un engagement total de 5,6 M \$ (1,5 M \$ en 2015).

Le tableau suivant donne le détail des engagements de la société au cours des prochains exercices :

(en milliers de dollars)	Total	2017	2018	2019	2020	2021	Après 2021
Obligations de la dette à long terme, incluant les intérêts	19 415 \$	3 901 \$	3 270 \$	1 930 \$	1 542 \$	1 443 \$	7 329 \$
Location-financement	104	53	29	17	5	-	-
Location-exploitation	5 570	1 320	1 160	965	612	407	1 106
Contrats de change	71 223	25 444	23 960	21 819	-	-	-
Total des obligations contractuelles	96 312 \$	30 718 \$	28 419 \$	24 731 \$	2 159 \$	1 850 \$	8 435 \$

Le 22 août 2016, la société a signé un engagement pour l'achat d'un immeuble à Toronto (Ontario) pour un montant de 3,9 M \$. Des dépôts totalisant 262 000 \$ ont été déboursés au 31 décembre 2016. La clôture de la transaction est prévue pour le 31 mai 2017.

17. Arrangements hors bilan

Autre que les contrats de location-exploitation considérés à la section précédente, *Engagements*, Savaria n'a conclu aucun arrangement hors bilan au cours de l'exercice 2016.

18. Opérations entre parties liées

La société a comptabilisé un montant de 43 000 \$ (71 000 \$ en 2015) pour des services comptables et fiscaux rendus par une entité dont un associé est un administrateur et le chef de la direction financière de la société. Les conditions rattachées à ces transactions reflètent les conditions du marché.

19. Instruments financiers

La société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. Elle ne détient ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Les instruments financiers dérivés font l'objet de procédures standard de contrôle en ce qui concerne les conditions de crédit, les contrôles financiers et les procédures de gestion et de surveillance de risque.

(en milliers de dollars)	Actifs et passifs présentés à la juste valeur	Actifs et passifs présentés au coût amorti	Total	Juste valeur
Actifs financiers				
Trésorerie	- \$	51 230 \$	51 230 \$	51 230 \$
Créances et autres débiteurs	-	12 350	12 350	12 350
Instruments financiers dérivés	171	-	171	171
Prêts à long terme	-	33	33	33
Total des actifs financiers	171 \$	63 613 \$	63 784 \$	63 784 \$
Passifs financiers				
Fournisseurs et autres	- \$	14 246	14 246	14 246
Instruments financiers dérivés	5 997	-	5 997	5 997
Dette à long terme		17 291	17 291	17 291
Total des passifs financiers	5 997 \$	31 537 \$	37 534 \$	37 534 \$

Risques associés aux instruments financiers

L'analyse des risques associés aux instruments financiers est faite dans la section suivante, *Risques et incertitudes*.

20. Risques et incertitudes

La société est confiante quant à ses perspectives d'avenir à long terme. Néanmoins, les risques et incertitudes décrits ci-dessous pourraient avoir une influence sur sa capacité de réaliser son plan stratégique et ses objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération en évaluant les perspectives d'avenir de la société.

Facteurs de risques financiers

La société évolue dans une industrie comportant divers risques financiers : le risque de marché (incluant le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Afin de réduire les effets négatifs sur son rendement financier, la société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir le risque de change et le risque de taux d'intérêt. La gestion des risques est assurée par une gestion de la trésorerie centralisée qui permet de définir, d'évaluer et de couvrir les risques financiers.

a) Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises étrangères.

La société réalise approximativement 58 % (63 % en 2015) de ses revenus en monnaies étrangères et est, par conséquent, exposée à des risques de marché liés aux fluctuations des monnaies étrangères. Une fluctuation importante dans les taux de change pourrait avoir un impact important sur ses revenus et, par conséquent, sa marge brute. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats de matières en dollars US et par l'utilisation d'instruments financiers dérivés comme des contrats de change à terme. Ces contrats confèrent à la société l'obligation de vendre des dollars US à un taux prédéterminé.

La direction a établi une politique exigeant que la société gère le risque de change lié à sa devise fonctionnelle. L'objectif de cette politique consiste à minimiser les risques associés aux transactions en devises étrangères, plus particulièrement le dollar US, pour ainsi protéger la marge brute contre les fluctuations importantes de la valeur du dollar canadien face aux devises étrangères et pour éviter la spéculation sur la valeur des devises. La société s'acquitte de cette tâche en concluant des contrats à terme sur devises. Selon la politique, un maximum de 75 % des entrées nettes prévues en devises américaines doit être couvert.

Les gains et les pertes sur les instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés dans les résultats pendant la même période que les opérations sous-jacentes. Les variations de la juste valeur des instruments financiers non désignés dans des relations de couverture sont comptabilisées dans les résultats immédiatement.

Tel que requis par les normes comptables, les gains ou pertes non réalisés sur contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie à une date de fin de période doivent être présentés, déduction faite des impôts, dans les autres éléments du résultat global. Au 31 décembre 2016, la société présente un montant débiteur dans le cumul des autres éléments du résultat global de 4,3 M \$ (9,2 M \$ au 31 décembre 2015). Le montant de gain ou de perte réellement réalisé sur les contrats de change dépendra de la valeur du dollar canadien au moment où chaque contrat sera encaissé.

Les gains (pertes) sur les éléments monétaires libellés en dollars US sont comptabilisés dans les Produits (charges) financiers(ères). Une fluctuation importante dans les taux de change pourrait avoir un impact important lors de la conversion de ces éléments monétaires libellés en dollars US et, par conséquent, sur les Produits (charges) financiers(ères) et le résultat net.

b) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la société découle de ses prêts à long terme, ses avances bancaires et ses emprunts à long terme. Les emprunts à taux variables exposent la société au risque de variation des flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, tandis que les emprunts à taux fixes exposent la société au risque de variation de la juste valeur en raison de la fluctuation des taux d'intérêt.

La majorité de la dette de la société est à taux variables. La société analyse de façon continue son exposition au risque de taux d'intérêt et examine les options de renouvellement et de refinancement qui lui sont disponibles pour minimiser ce risque. Pour ce faire, la société a conclu des contrats de swap pour certaines de ses dettes à

long terme (se référer à la rubrique *Couverture de taux d'intérêt* de la section 10). Ces instruments dérivés ont été désignés comme couverture aux fins comptables. Le solde total des emprunts faisant l'objet des contrats de swap est de 14,9 M \$ au 31 décembre 2016 (10,6 M \$ au 31 décembre 2015). Au 31 décembre 2016, la société présente un montant débiteur dans le cumul des autres éléments du résultat global de 3 000 \$ (119 000 \$ au 31 décembre 2015).

Les revenus et dépenses d'intérêts sont comptabilisés dans les Produits (charges) financiers(ères). Une variation importante dans les taux d'intérêt n'aurait pas d'impact important sur le résultat net, mais aurait comme incidence une augmentation ou diminution des "*Autres éléments du résultat global*".

c) Risque de prix

Les produits de la société comportent un nombre élevé de composantes fabriquées par des centaines de fournisseurs sur la scène internationale. Les prix de ces composantes peuvent varier et affecter les marges bénéficiaires de la société. Grâce à son modèle d'affaires flexible, la société peut changer de fournisseur au besoin afin de minimiser ce risque. La société n'utilise pas de produits dérivés liés au prix des matières.

La société, par l'entremise de sa filiale chinoise, augmente le volume de ses achats en Asie pour bénéficier d'un meilleur rapport qualité-prix. La société analyse individuellement chaque pièce pour évaluer la meilleure source d'approvisionnement tout en considérant plusieurs facteurs, dont le coût de fabrication.

d) Risque de crédit

La trésorerie de la société est détenue ou émise par des institutions financières dont la cote de crédit est de qualité supérieure. Ainsi, la société considère que le risque de non-performance de ces contreparties est négligeable.

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et elle minimise son risque de crédit en concluant des opérations avec un grand nombre de clients dans divers secteurs d'activité.

Les créances sont portées à l'état de la situation financière, déduction faite de la provision pour mauvaises créances. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de perception peut découler de divers indicateurs comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de la perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités habituelles de règlement. La direction revoit régulièrement les créances à recevoir, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour mauvaises créances.

e) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. La direction analyse le niveau de liquidité de la société de façon continue pour s'assurer d'avoir suffisamment de liquidités pour respecter ses engagements.

Afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour remplir ses obligations à court terme, la société maintient des modalités de paiement avec ses clients semblables à celles dont elle dispose auprès de ses fournisseurs. La société dispose de facilités de crédit suffisantes pour combler les manquements temporaires de synchronisation entre les entrées et sorties de fonds.

Savaria est engagée dans une industrie comportant divers risques et incertitudes. Les résultats d'exploitation et la situation financière de la société pourraient ainsi être compromis par les risques financiers susmentionnés, de même que par chacun des facteurs décrits ci-dessous. Ceux-ci ne sont pas les seuls auxquels la société doit faire face. Des risques et des incertitudes additionnels, présentement inconnus de la direction ou qu'elle juge actuellement peu importants, pourraient éventuellement affecter ses affaires.

Conditions économiques

L'achat d'ascenseurs constitue souvent une dépense discrétionnaire et est par conséquent sensible aux fluctuations économiques et aux conditions du marché immobilier résidentiel. La société prend des mesures pour contrôler ses dépenses et ajuster ses effectifs afin d'ajuster les heures de travail selon son carnet de commandes.

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la société prend en charge certaines composantes en remplacement de composantes défectueuses en vertu des garanties offertes sur les produits qu'elle vend. Les garanties ont une durée de trois (3), douze (12) ou trente-six (36) mois selon le produit. L'établissement des provisions de garanties est fondé sur des évaluations et des hypothèses. La direction considère les résultats antérieurs afin d'établir la provision. Si ces estimations et évaluations s'avéraient inexactes, le coût effectif du respect des garanties des produits pourrait être différent de celui enregistré.

Crédits d'impôt

Savaria bénéficie de crédits d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental ainsi que pour les apprentis. Ceux-ci pourraient être affectés par tout changement législatif.

Actifs d'impôt différé

Des actifs d'impôt différé ont été comptabilisés puisqu'il est probable que les pertes reportées afférentes soient utilisées. Toutefois, certains événements pourraient faire en sorte que les pertes ne puissent être utilisées avant leur date d'échéance.

Concurrence

L'industrie de l'accessibilité en Amérique du Nord est composée d'une dizaine d'entreprises qui se livrent une vive concurrence. Notons que Savaria est un des chefs de file nord-américains au sein de son industrie. Son envergure lui confère d'importants atouts, dont : une importante notoriété, un vaste réseau de distribution, des économies d'échelle sur ses achats et de multiples fournisseurs étrangers.

Dépendance à l'égard du marché américain

En 2016, le pourcentage des revenus de Savaria réalisés aux États-Unis s'est établi à 51 % (55 % en 2015). La rentabilité de la société pourrait, par conséquent, être affectée par tout événement important pouvant miner l'économie américaine ou les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis (voir *Conditions économiques* ci-dessus).

Afin de réduire le risque associé aux conditions économiques aux États-Unis, la société s'efforce d'augmenter ses revenus à l'extérieur du marché américain, principalement au Canada.

Environnement

La direction de la société estime que ses activités respectent en tous points les lois et les règlements environnementaux.

Poursuites

Dans le cours normal de son exploitation, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. Bien que le dénouement des procédures ne puisse être déterminé avec certitude, la direction juge que toute responsabilité qui découlerait de telles éventualités n'aurait pas d'incidence négative importante sur les états financiers consolidés de la société.

La société a reçu une réclamation en relation avec le paiement du billet à payer déjà comptabilisé au montant de 420 817 \$ lié à l'acquisition de Freedom en 2010 ainsi qu'une somme de 762 000 \$ liée au contrat d'emploi de l'ancien actionnaire de cette compagnie. La société a émis une demande reconventionnelle en relation avec l'acquisition ainsi qu'une demande pour que soit rejetée la réclamation liée au contrat d'emploi. Cette dernière demande ayant été refusée, la société en a appelé de la décision. Le dénouement de ces réclamations ne peut être déterminé à cette date.

Pour plus de détails concernant les facteurs de risques, veuillez consulter la notice annuelle d'information disponible sur le site internet de SEDAR à www.sedar.com.

21. Perspectives

Savaria prévoit poursuivre sa croissance des dernières années et est optimiste quant à son potentiel de croissance future considérant le vieillissement de la population et le désir des gens de demeurer dans leur maison le plus longtemps possible.

Tel que démontré au cours de l'exercice 2016, les ventes de produits d'accessibilité, particulièrement celles des sièges pour escaliers droits et courbes, devraient poursuivre leur ascension en 2017. Le développement d'un produit complémentaire, soit un lève-patient, à notre centre de recherche et développement de Magog (Québec) est complété; ce nouveau produit a été dévoilé lors du congrès annuel de la NAEC tenu à Montréal (Québec) en septembre 2016. Il représente un ajout intéressant à notre gamme de produits, qui est l'une des plus vastes sur le marché.

Du côté des *Véhicules adaptés*, l'acquisition des actifs de la division véhicules de SHHC donne accès à de nouveaux marchés tels que Victoria, Vancouver, Calgary, Edmonton, London et Waterloo. Cette transaction devrait générer des revenus annuels de l'ordre de 15 M \$ excluant les synergies provenant de cette acquisition.

Savaria demeure à l'affût d'acquisitions potentielles stratégiques qui lui permettraient de poursuivre sa croissance et de renforcer sa position de joueur clé dans le marché de l'accessibilité en Amérique du Nord.

En tenant compte de l'acquisition de *Premier Lifts* qui a été complétée en février 2017, la société prévoit des revenus de l'ordre de 143 M \$ et un BAIIA ajusté se situant entre 25,5 et 26,5 M \$ pour la période de douze mois qui se terminera le 31 décembre 2017.

Le 6 mars 2017